



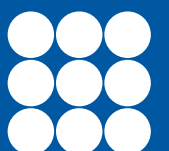
Mission interministérielle
pour la Qualité des Constructions Publiques



MIQCP

Rapport d'activité

2002



SOMMAIRE

■ Editorial	p. 3
-------------	------

IDÉES ET ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

■ La maîtrise d'œuvre dans le nouveau Code des marchés publics	p. 6
■ Premiers enseignements des Marchés de définition simultanés	p. 7
■ Un regard objectif sur la Haute Qualité Environnementale (HQE)	p. 9
■ Les 25 ans de la MIQCP	p. 10

LES MISSIONS

■ Conseil et assistance	p. 13
■ Manifestations, colloques, rencontres	p. 16
■ Contributions	p. 18
■ Formation	p. 19
■ Recherches et experimentation	p. 22
■ Information et édition	p. 25
■ Interventions des experts de la miqcp	p. 28
■ Interventions des architectes-consultants de la miqcp (jurys)	p. 32

PRÉSENTATION

" La qualité s'invente et se partage comme une idée qui vit.
Et ce n'est pas fini..."



La formule anniversaire des 25 ans de la MIQCP dit à quel point cette année 2002, si particulière soit-elle, ne fut pas un temps d'autocélébration. Nous l'avons d'abord voulu comme un hommage à tous ceux qui, présents ou malheureusement disparus, incarnent ou ont incarné la MIQCP dans le dialogue constant qu'elle entretient avec les maîtres d'ouvrage publics et les maîtres d'œuvre. Les architectes-consultants lui donnent un visage, un regard

et une voix. Mais cette présence n'a de sens qu'animée constamment par des interrogations critiques, des propositions renouvelées afin que l'expression de la qualité des constructions publiques ne puisse être assimilée à une triste leçon d'académisme. Ce sont autant de combats quotidiens livrés contre l'habitude, les certitudes économiques ou la réglementation quand elle contredit ses propres fins... Ce rapport d'activité 2002 en est, à sa manière, un témoignage.

François Kosciusko-Morizet
Président de la MIQCP
Maire de Sèvres
Ingénieur général des Ponts et Chaussées

IDÉES ET ÉVÉNEMENTS MARQUANTS





La maîtrise d'œuvre dans le nouveau Code des marchés publics (décret n° 2001-210 du 7 mars 2001)

La MIQCP s'est toujours battue pour obtenir que la spécificité des marchés de maîtrise d'œuvre soit reconnue. Le choix du maître d'œuvre, partenaire particulier du maître d'ouvrage dans l'acte de construire, justifie des procédures de mise en concurrence adaptées. Là se joue, pour une large part, la défense de l'intérêt général et de la qualité des équipements publics.

Parallèlement au concours, qui s'impose comme une procédure à part entière au niveau européen, d'autres formules négociées doivent émerger. La MIQCP a obtenu que figure dans le nouveau code des marchés publics une procé-

dure négociée spécifique très nettement différente de celle applicable aux autres prestations. L'appel d'offres apparaît d'évidence comme une procédure inappropriée à la maîtrise d'œuvre de conception.

En 2002, la MIQCP s'est attachée, partout en France, à défendre et à expliquer auprès des professionnels cette spécificité. Mais l'abandon du recours à l'appel d'offres dépend de l'avènement d'une alternative crédible. C'est pourquoi les recommandations en faveur d'une négociation avec une pluralité d'équipes de maîtrise d'œuvre (au moins trois) ont été multipliées.

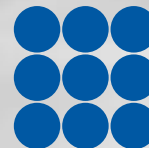


■ "Formation" p. 17



■ "Interventions des experts de la MIQCP" p. 26





IDÉES ET ÉVÉNEMENTS MARQUANTS



Premiers enseignements des Marchés de définition simultanés

Les marchés de définition simultanés illustrent de manière instructive la capacité d'une simple "recherche-développement" à se muer rapidement en une procédure "de droit commun". Depuis la publication en juin 2001 par la MIQCP de "La méthode des marchés de définition simultanés", diffusée à 4 000 exemplaires, la procédure rencontre toujours plus de succès, en particulier auprès des maîtres d'ouvrage de l'urbain. En 2002, il apparaissait ainsi, à l'analyse des avis d'appel à la concurrence lancés et des demandes d'informations complémentaires formulées, qu'environ 150 marchés de définition simultanés avaient été organisés. Ceux-ci ont été engagés préférentiellement dans certains contextes :

- élaboration de projets urbains (reconquête de friches urbaines, requalification de quartiers sociaux...)
- valorisation d'espaces publics
- réaffectation et réhabilitation de grands patrimoines immobiliers

L'engouement des maîtres d'ouvrage pour cette procédure témoigne clairement de l'évolution de leurs préoccupations. Elles marquent le besoin d'une confrontation d'expertises préalable à l'engagement opérationnel de projets à mener sur le long terme. Elles révèlent aussi l'attente d'une relation partenariale enrichie autour du processus de projet. Avec les concepteurs mais également à travers la concertation. Quelques grandes opérations ont donné le ton : Euroméditerranée, Boulogne et les terrains Renault,

le prolongement du grand Axe de la Défense. Ces opérations ont valeur d'exemple pour la généralisation d'une procédure rétablissant le dialogue, ce qui est pour la MIQCP un préalable à tout choix de prestataires intellectuels appelés à devenir partenaires pour plusieurs années.

Au cours de l'année, la MIQCP a pu, grâce à ses contacts quotidiens avec les services de maîtrise d'ouvrage, au suivi d'opérations ou aux sessions de formation, tirer de premiers enseignements.

Ils font ressortir :

- La sous-estimation par la maîtrise d'ouvrage publique des montants des études d'autant plus dommageable que le dépassement des calendriers de travail s'avère systématique.
- L'alourdissement inutile des dossiers de candidatures (co-traitances multiples) ainsi que celui des offres des équipes candidates.
- L'apparition au sein des collectivités d'une césure préjudiciable entre services de maîtrise d'ouvrage et services des marchés.
- Le déficit, face à une demande croissante, d'offre de conception et de maîtrise d'œuvre urbaine, ce qui devrait interpeller la profession et la formation des architectes.
- La difficulté des services de maîtrise d'ouvrage à déterminer les prolongements du marché de définition : détermination des contenus de mission de maîtrise d'œuvre urbaine, négociation et spécification de contrats de longue durée.





La Mission entamera prochainement un travail sur la nature et la forme de ces contrats. Au-delà, il faut souhaiter que la procédure des marchés de définition simultanés soit juridiquement pérennisée dans le cadre d'un futur Code de la commande publique.

Plus généralement, ce succès confirme aux yeux de la MIQCP que les procédures doivent être conçues non seulement dans le respect

des grands principes de la commande publique, mais aussi au regard de la spécificité de domaines particuliers justifiant un cadre juridique adapté. Sur le plan des orientations de son action, la MIQCP confirme aussi son rôle d'instrument de recherche et d'expérimentation au service de l'évolution des savoirs faire de la maîtrise d'ouvrage face à des contextes complexifiés et changeants.

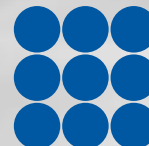


■ "Manifestations, colloques, rencontres" p. 14
Journée d'échanges MIQCP-IPAA du 14 juin 2002



■ "Recherches et expérimentation" p. 20
Marchés d'études de définition simultanés : évaluation d'une procédure.





IDÉES ET ÉVÉNEMENTS MARQUANTS



Un regard objectif sur la Haute Qualité Environnementale (HQE)

La " HQE " est une nouvelle composante de la démarche qualité - voire même sa relecture à la lumière des préoccupations environnementales - qui traduit une demande sociale déjà riche d'une multiplicité d'aspects : protection de l'environnement, éco-construction, éco-gestion, maîtrise du coût global, confort et santé... Mais l'introduction de la HQE ne doit pas compliquer à l'excès la pratique de la commande, ou alourdir abusivement les pratiques de la programmation ou du projet architectural.

L'année 2002 a été consacrée à l'élaboration d'un ouvrage de recommandations concernant

la démarche HQE dans le champ des constructions publiques. Ses objectifs sont, d'une part, de conseiller les maîtres d'ouvrage dans l'organisation de leur commande et, d'autre part de témoigner de la position de la MIQCP vis-à-vis de certaines pratiques qui risquent de déstabiliser des processus qui ont aujourd'hui fait leurs preuves.

Au terme d'une large concertation avec les représentants de la maîtrise d'ouvrage comme avec les professionnels de la programmation et de la maîtrise d'œuvre une rédaction finale du manuscrit a été arrêtée. Celui-ci sera publié au cours du deuxième trimestre 2003.



■ "Manifestations, colloques, rencontres" p. 15
Deuxièmes assises de la HQE à Bordeaux
les 9 et 10 décembre 2002





Les 25 ans de la MIQCP

Le vingt-cinquième anniversaire de la MIQCP fut un moment festif et convivial pour tous ceux qui, partout en France contribuent, à un titre ou à un autre, à son action auprès des maîtres d'ouvrage publics.

Dans le cadre des Rendez-Vous de l'Architecture organisés sur le thème de la qualité architecturale en Europe, hommage fut rendu par la Directrice de l'Architecture et du Patrimoine à l'engagement des présidents et secrétaires généraux de la MIQCP qui se sont succédé pour assurer avec ténacité et continuité la mise en œuvre des principes fondateurs d'une politique de qualité.

Ce fut aussi, et surtout, l'occasion de tirer quelques enseignements dans la durée et d'esquisser des orientations futures.

Trois démarches furent conduites simultanément : une enquête de notoriété auprès des conducteurs d'opération des services

de constructions publiques des DDE, par messagerie électronique; des témoignages recueillis par interviews personnalisés auprès d'acteurs publics et privés ayant eu recours à ses conseils, ou participé à ses recherches; un appel auprès des architectes-consultants pour un retour critique de l'action vécue au plus proche des décideurs locaux.

Respect pour l'action, nécessité d'un espace de réflexion, de débat, de pédagogie, mais aussi lourdeur administrative, confusion des textes sont des thèmes récurrents, diversement illustrés, montrant qu'espoirs et frustrations n'empêchent pas l'humour.

Quant aux actions à venir, elles doivent répondre à une interpellation forte d'assister les maîtres d'ouvrage dans la diversité de leurs champs d'action (infrastructures, paysage,...), et d'assurer la poursuite de leur professionnalisation.



■ "Manifestations, colloques, rencontres" p. 14 :
Les rendez-vous de l'architecture



■ "Recherches et expérimentation" p. 20 :
Enquête de notoriété de la MIQCP



■ "Information et édition" p. 23 :
Le regard des architectes-consultants



LES MISSIONS





■ CONSEIL ET ASSISTANCE

La concrétisation des réflexions menées par la MIQCP, au-delà de leur traduction juridique, tient à leur véritable appropriation par les maîtres d'ouvrage, leurs consultants et leurs partenaires maîtres d'œuvre dans les phases amont de la conduite des projets. La politique de la MIQCP repose, dans cette perspective, sur une présence et une disponibilité larges.

Elles se manifestent par :

- Des interventions approfondies des experts de la Mission
- La mise à disposition de 45 consultants, architectes, architecte-ingénieur et paysagiste aux jurys de maîtrise d'œuvre et aux commissions techniques préparatoires auxquels la MIQCP est invitée à participer
- L'assistance permanente à distance

Les interventions approfondies des experts

En 2002, la MIQCP a délégué comme à l'accoutumée, des experts pour apporter des éclairages complets aux problématiques soulevées par certains maîtres d'ouvrage. En plus des questions habituellement évoquées,

les conditions de mise en œuvre de marchés de définition simultanés sont apparues comme une préoccupation particulière.

■ Interventions portant sur des Marchés de définition simultanés :

requalification des boulevards de Chartres, projet urbain de Bobigny, implantation d'un tramway dans le Val-de-Marne, projet urbain sur le quartier de Borny à Metz, aménagement de nouveaux quartiers à Pau, évolution du quartier des Halles à Paris, requalification du centre-ville des Ulis, projets urbains au Val-de-Bièvre, Troyes, Rouen, Epinay-sur-Seine.

■ Interventions portant sur des procédures de consultation de maîtres d'œuvre :

- Ville de Bois-Colombes : conseil sur le choix de procédures de désignation de la maîtrise d'œuvre pour des opérations de réhabilitation ;
- Communauté urbaine de Nantes : conseil sur les modalités de mise en œuvre de procédures de désignation de la maîtrise d'œuvre ;
- CHU d'Amiens : mise en place d'un concours en deux phases ;
- Mont Saint-Michel : assistance pour la mise en œuvre des suites contractuelles des concours d'architecture et d'ingénierie organisés les années précédentes ;
- Clermont-Ferrand : conseil et assistance pour le montage et choix de la procédure de désignation de la maîtrise d'œuvre pour la requalification du campus universitaire ;
- Lyon : participation au groupe de pilotage de l'extension de l'école d'architecture.



Les interventions des architectes-consultants

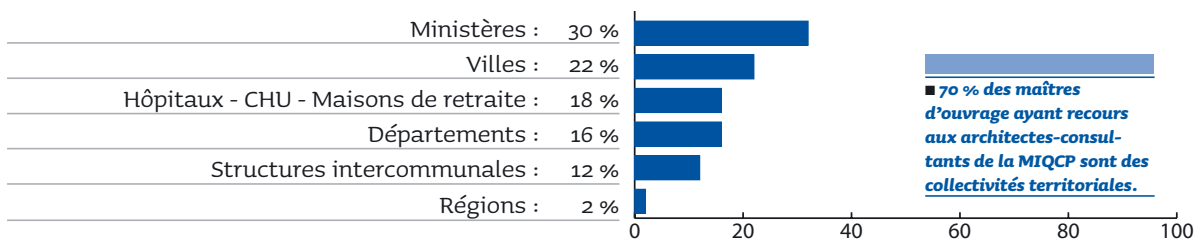
Les architectes-consultants de la MIQCP ont participé, en 2002, à 182 réunions de jury, concernant des concours, des consultations simplifiées et des procédures de marchés de définition simultanés.

Cette participation permet d'apporter à chaque fois une aide à la mise en oeuvre des processus d'organisation, et surtout contribue à l'émergence du nécessaire débat architectural approprié à chaque cas.

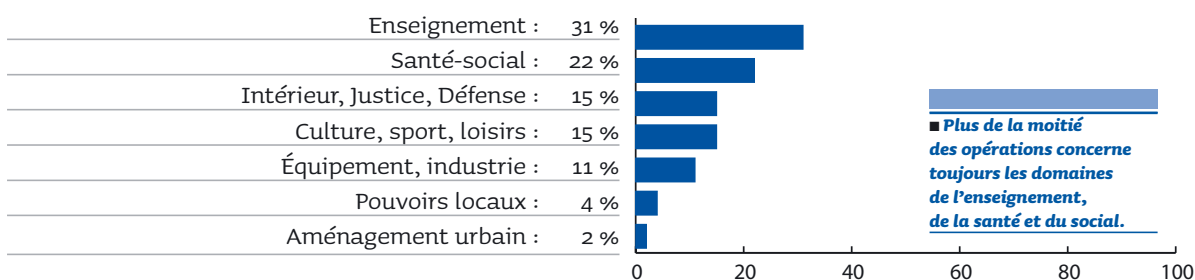
Ces interventions peuvent s'analyser :

■ En fonction des catégories de maîtres d'ouvrage

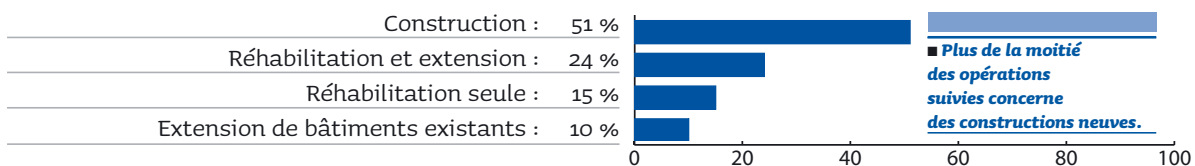
Les interventions des architectes consultants ont bénéficié à divers types de maîtres d'ouvrage publics : administrations d'État, organismes publics, collectivités locales.



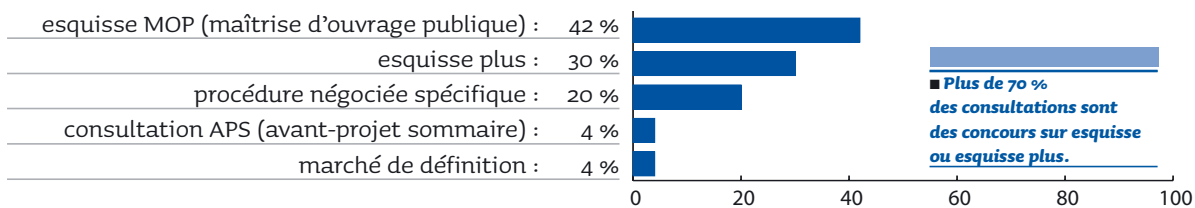
■ par secteur d'activité



■ par types d'opération

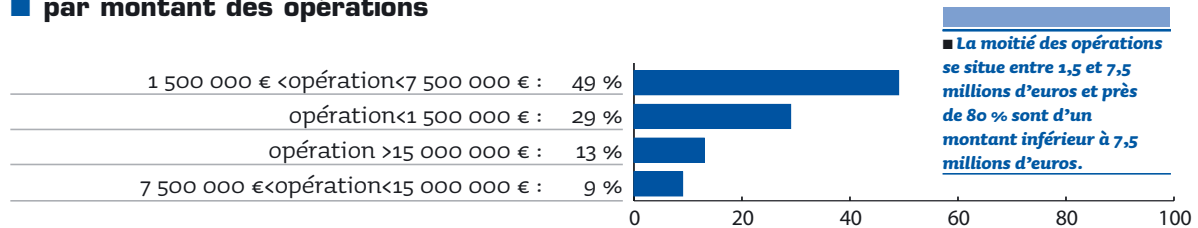


■ par modes de consultation





■ par montant des opérations



L'assistance permanente à distance

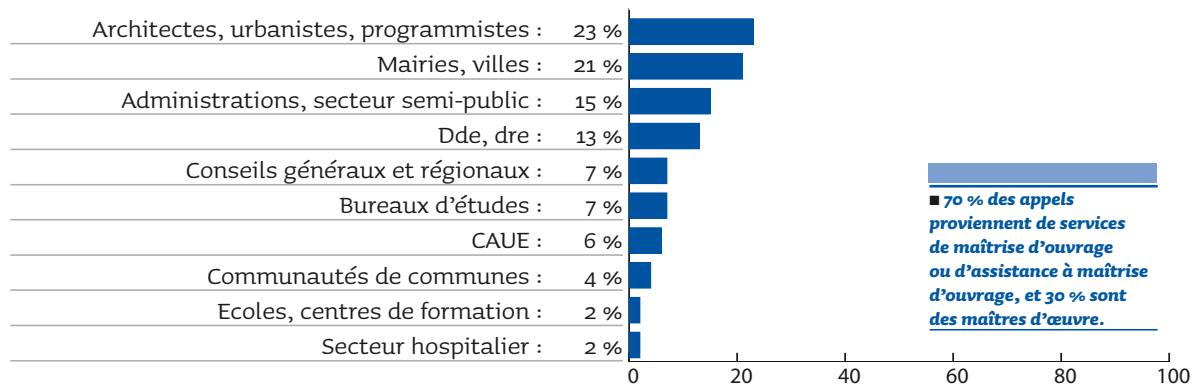
Les techniciens et juristes de la MIQCP sont quotidiennement en contact, par courrier, fax, appels téléphoniques ou Internet, avec les divers types de professionnels du cadre de vie (maîtrise d'ouvrage, concepteurs, consultants, services admi-

nistratifs ou juridiques...) Et de manière privilégiée avec les cellules Constructions publiques des DDE, qui interviennent en tant que conducteurs d'opération pour l'État et pour les collectivités territoriales.

■ Assistance téléphonique

La MIQCP reçoit téléphoniquement plus de 2000 demandes de conseil par an, auxquelles elle s'efforce de répondre en temps réel. Ses interlocuteurs recouvrent un vaste champ de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. Cette assistance comprend l'échange proprement-dit, mais aussi la recherche, l'envoi de documentation et la formalisation écrite d'avis.

■ La répartition des prestations d'assistance téléphonique par types d'interlocuteurs peut s'analyser ainsi :



■ Internet (www.archi.fr/MIQCP)

Les mesures de fréquentation du site, depuis janvier 2002, montrent le grand intérêt porté par la maîtrise d'ouvrage et les professionnels à cette source d'information. 32 000 connexions ont été enregistrées, soit une moyenne mensuelle de 2 700. Le site permet aussi d'entrer en contact avec la Mission par e-mail pour solliciter un conseil ou demander une publication : plus de 300 messages sont ainsi parvenus en 2002.

■ Messagerie électronique

Parallèlement, l'appartenance de la MIQCP, depuis juin 2002, au réseau de messagerie des services constructions publiques du ministère de l'Équipement lui permet d'être observatrice permanente des questions et échanges des services opérationnels et d'apporter, le cas échéant, son point de vue sur les sujets relevant de sa compétence.



■ MANIFESTATIONS, COLLOQUES, RENCONTRES

La rencontre avec les publics professionnels ou élus est, pour la MIQCP, l'occasion de défendre et de diffuser ses points de vue mais aussi celle de s'impré-

gnier des attentes particulières, issues de l'expérience, auxquelles elle se devra de répondre à court ou moyen terme.

■ Congrès de l'UNTEC de Bordeaux du 24 mai 2002

Ce congrès fut l'occasion pour le secrétaire général de rappeler les points suivants: s'il est indéniable qu'un projet de construction nécessite une diversité de compétences sans cesse plus grande, il n'en demeure pas moins que le concepteur, l'architecte dans la plupart des cas, porte le projet. L'architecture ne naît pas d'un strict assemblage de compétences et de moyens, et ne se résume pas au « management de projet ». Autrement dit, l'aménagement de l'espace de vie implique des valeurs qui se situent au-delà de la « construction ». Il y a là création d'un bien culturel; c'est le concepteur qui porte cette création, même s'il n'assure pas tous les registres du projet. Il faut donc arrêter les luttes fratricides et recréer un front uni de la maîtrise d'oeuvre pour qu'elle demeure en France, forte, solidaire et indépendante.

■ Journée d'études MIQCP/IPAA du 14 juin 2002 « Comment réussir votre procédure de marchés de définition ? »

Il faut souligner le succès de cette journée d'échanges organisée par la MIQCP, produite par l'IPAA (Institut de Programmation en Architecture et Aménagement) avec le concours de la DAPA (Direction de l'Architecture et du Patrimoine). Les débats ont été structurés autour des phases principales de la procédure: la phase amont, préparatoire aux marchés d'études de définition; la phase « ouverte » de travail en commun et d'approfondissement de la réflexion programmatique; la phase de recentrage programmatique; la phase de travail « individuel » par équipe pour la production de propositions spatialisées et enfin, la phase de restitution et d'appréciation du travail des équipes permettant de définir les suites à donner à ces marchés. Cette journée a réuni plus de 250 professionnels prêts à confronter leurs approches à partir d'expériences concrètes.

■ Université d'été du Conseil Français des Urbanistes du 28 au 30 août 2002

La MIQCP a participé à cette rencontre, organisée par ateliers thématiques, entre professionnels et élus sur le thème: « qualité urbaine, développement durable, écoute des habitants : inscrire le projet d'urbanisme dans la vie locale ».

■ Congrès de l'UNSAFA de Dijon le 18 octobre 2002

Participant à une table ronde sur la commande publique, la MIQCP s'est attachée à commenter l'actualité du moment à travers les articles des lois des Ministères de l'Intérieur et de la Justice (LOPSI et LOPJ) qui prévoient le recours possible à des procédures dérogatoires au droit commun. Cette présentation a été suivie d'un vif débat avec la salle et les participants publics et privés de cette table ronde.

■ Les Rendez-vous de l'Architecture, les 27 et 28 novembre 2002

En complément et dans la suite des enquêtes qu'elle avait menées en Europe depuis 1998, la MIQCP a proposé le thème conducteur de ces journées placées sous l'égide de la DAPA - « La qualité architecturale en Europe - pratiques de la commande » - précisant son développement au sein du comité de pilotage pour l'organisation de ces journées.





■ Les deuxièmes assises de la HQE à Bordeaux, les 9 et 10 décembre 2002

Membre associé de l'association HQE, la MIQCP s'est impliquée comme partenaire des deuxièmes assises de la HQE. Elle y a notamment animé une table ronde sur les «coûts de la haute qualité environnementale». Ceci lui a permis de rappeler la mission de la maîtrise d'ouvrage publique, les exigences qui doivent animer celle-ci en matière de qualité et en conséquence, de souligner que, contrairement à ce qui est trop souvent prétendu, il n'existe pas un surcoût, mais un coût de la qualité exigée, qu'elle soit «environnementale» ou non.

Actions internationales

■ Accueil d'une délégation chinoise

A la demande du Centre Economique et Culturel franco-chinois, la MIQCP a reçu une délégation d'ingénieurs et de hauts fonctionnaires chinois, en charge de grands projets de construction, pour lui exposer les politiques françaises de construction d'équipements publics, et plus particulièrement celle du concours d'architecture. Une importante documentation fut mise à disposition.



■ CONTRIBUTIONS

Complémentairement aux actions développées directement auprès des acteurs individuels de la maîtrise d'ouvrage publique, la MIQCP apporte son expertise à de nombreux organismes ministériels ou autres dans le cadre des réflexions politiques et techniques qu'ils mènent.

■ Sollicitation de la MIQCP dans le cadre de l'évolution des procédures par le ministère de l'Intérieur (loi LOPSI), par le ministère de la Justice (loi LOPJ), par le ministère de l'Équipement (loi MOP).

La MIQCP a été sollicitée par ces trois ministères dans leur recherche de modification des textes régissant la commande publique, rendue nécessaire par la nouvelle politique immobilière voulue par le Gouvernement, notamment en ce qui concerne la loi MOP et les restrictions qu'elle apporte à l'utilisation de la procédure dite de conception-réalisation, le recours au partenariat public privé, le mandat de maîtrise d'ouvrage.

En préparation des décrets d'application de ces lois, la MIQCP a réaffirmé sa conviction, comme enjeu ultime, de la nécessaire qualité des constructions publiques. Celle-ci passe par la garantie de la pleine et entière responsabilité de chacun des protagonistes de l'acte de construire. Elle a défendu que l'indépendance de la maîtrise d'œuvre est essentielle à son rôle de conseil de la maîtrise d'ouvrage, et que l'on ne peut faire l'économie des études de maîtrise d'œuvre.

■ Guide méthodologique pour la réalisation d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (C.I.A.P.)

La MIQCP participe au groupe de travail mis en place par la DAPA pour l'élaboration d'un guide méthodologique destiné aux collectivités locales et les animateurs du patrimoine engagés dans le cadre d'une convention « Ville et Pays d'art et d'histoire » à aménager un CIAP. Sa contribution porte sur la démarche intéressant le projet immobilier, parallèlement à l'avancement du projet scientifique et culturel.

■ Les « Nouveaux Albums des Jeunes Architectes »

Sous la conduite de la DAPA, la MIQCP a participé à la renaissance des Albums de la Jeune architecture, en tant que membre du Comité de pilotage, puis en tant que membre du comité de parrainage des lauréats désignés.

■ L'élaboration de contrats-types de maîtrise d'œuvre dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage publique

La MIQCP participe, depuis l'automne 2002, aux travaux de la « Commission contrats » du Conseil National de l'Ordre des Architectes pour l'élaboration de contrats-types de maîtrise d'œuvre. Ces travaux se poursuivront tout au long de l'année 2003.

Actions internationales

■ Forum européen de l'Architecture

A l'invitation du Ministère de l'Éducation finlandais, et dans la poursuite des initiatives prises par la DAPA dès 2000, la MIQCP a apporté son expérience dans les échanges portant sur les politiques nationales menées en faveur de la qualité architecturale, au cours des journées organisées du 20 au 22 Mai 2002 à Helsinki.

■ Projet expérimental franco-britannique pour la réalisation de logements sociaux

La DAPA a signé en 2001 avec le CABE (Londres) une « plate-forme d'actions communes » pour la création d'un réseau d'architectes européens. Une première action cherche à mettre en œuvre des échanges de pratiques à l'occasion de la réalisation de programmes de logements sociaux conduits simultanément en Grande-Bretagne et en France. La MIQCP a été appelée en décembre 2002 pour une expertise juridique sur le montage concret d'une telle expérimentation.





■ FORMATION

La complexité des contextes de formulation de la commande publique autant que ses évolutions imposent à chacun de renouveler et de compléter constamment ses connaissances. A travers sa politique de formation, la MIQCP transmet son expérience et ses recommandations aux responsables de l'acte de bâtir et d'aménager.

En 2002, les experts de la MIQCP ont animé 86 journées de formation en France et à l'étranger sensibilisant ainsi près de 5000 personnes aux questions de qualité architecturale et de commande publique. 40% d'entre elles ont été organisées par, ou avec, des organismes dépendant du ministère de l'Équipement. Avec un budget très faible, cette action implique donc une grande mobilisation pour chaque membre de l'équipe.

La MIQCP est habituellement sollicitée par des organismes ou institutions professionnelles habilitées par nature à produire des formations appropriées auprès des professionnels du cadre de vie. Mais, en 2002, une évolution dans l'origine des demandes s'est dessinée. Celles-ci émanent désormais de plus en plus des acteurs eux-mêmes, qui prennent en charge directement

leurs besoins de formation correspondant aux types d'interventions spécifiques développés au niveau local (assistance à maîtrise d'ouvrage pour espaces publics, sensibilisation au paysage..). Ainsi, les demandes émanant de la DDE de Seine-Maritime, associée à la DIREN et à la DRE de Haute-Normandie, ou de la DDE du Nord pour ses conducteurs d'opération et ses subdivisionnaires. Les réformes organisationnelles en cours dans les DDE permettent de penser que ce type de sollicitations est amené à se développer.

Plusieurs architectes-consultants de la MIQCP participent à ces journées de sensibilisation, notamment dans les CAUE et les CROA.

Compte tenu de l'évolution permanente des textes législatifs qui concernent le champ de compétences de la Mission, les actions de formation qui en découlent devraient se développer à court terme.

Les actions de formations ont couvert encore plus largement que les années précédentes l'ensemble du territoire français. De plus, même si la MIQCP assure de nombreuses journées de formation en région parisienne, la plupart des participants viennent de toutes les régions de France.

Les thèmes abordés auprès de diverses catégories de public

■ Le nouveau code des marchés publics et les procédures spécifiques de la maîtrise d'œuvre

Les Directions Régionales de l'Équipement, les Directions Régionales des Affaires Culturelles, les conseils régionaux de l'Ordre des architectes et la MIQCP ont organisé en partenariat, seize réunions régionales d'information en 2002 qui ont réuni plus de 2100 participants.

Le succès rencontré par ces manifestations a montré à quel point elles étaient nécessaires et tout l'intérêt qu'il y a à apporter, au-delà de l'écriture des textes réglementaires, des recommandations d'application et de comportement. En effet, les maîtres d'ouvrage publics doivent savoir utiliser les possibilités offertes par la réglementation pour se donner le maximum de chances de choisir la meilleure équipe de maîtrise d'œuvre pour réaliser un ouvrage de qualité. C'est bien là une des responsabilités essentielles des maîtres d'ouvrage publics, chargés par la loi MOP « d'une mission d'intérêt général dont ils ne peuvent se démettre ».

De plus, la MIQCP a consacré deux journées de formation ouvertes aux permanents des CAUE sur ce thème afin qu'ils soient des relais pertinents de ses recommandations.



Les thèmes suivants ont également été traités au cours des diverses rencontres de sensibilisation à la demande des organismes de formation :

■ **La qualité architecturale comme enjeu pour la maîtrise d'ouvrage**

L'organisation des journées de sensibilisation à la qualité architecturale, destinées aux élus et mises au point depuis quatre ans, se poursuit activement grâce au soutien financier de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) et aux structures d'accueil des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE).

Cette activité a été perturbée par les élections et le renouvellement des membres des conseils d'administration des CAUE, mais une dizaine de journées ont pu, malgré tout, être organisées, principalement sur les thèmes relatifs aux espaces publics ou à la HQE.

■ **Les rapports entre maîtrise d'ouvrage publique et maîtrise d'œuvre privée**

(loi MOP et ses décrets)

■ **L'organisation des concours d'architecture et d'ingénierie et les autres procédures de choix d'un maître d'œuvre**

■ **La programmation des bâtiments publics**

L'ensemble de ces thèmes sont développés au cours de stages longs (trois modules répartis sur deux mois environ) organisés par le Ministère de l'Équipement (l'ENTE de Valenciennes ainsi que les CIFP de Paris, Toulouse et Nantes), relatifs à la prise de poste des chargés d'opération des constructions publiques des DDE.

■ **La démarche de projet spécifique en espaces publics**

(10 interventions)

■ **La haute qualité environnementale**

(4 interventions)

On constate, lors des formations relatives à la loi MOP et au choix du maître d'œuvre, une demande de plus en plus forte pour aborder le domaine des infrastructures et des espaces publics en complément du domaine du bâtiment. C'est notamment le cas pour les formations organisées par l'ENPC et le Moniteur.

■ **Les marchés de définition simultanés**

La demande de formation ou d'informations complémentaires en matière de conduite de la méthode des marchés de définition simultanés a été très forte après la publication de la brochure qui lui a été consacrée en 2001.

La MIQCP est ainsi intervenue à l'ENPC ainsi que dans les divers centres de formation du Ministère de l'Équipement ; elle a animé des réunions avec plusieurs grands services de maîtrise d'ouvrage, tels que la Direction des Musées de France, l'Agence pour la maîtrise d'ouvrage des travaux du ministère de la Justice ou l'AFTRP,...

■ **La formation des jurés de concours**

La MIQCP a organisé avec les CROA une quinzaine de journées de formation des architectes invités à siéger dans les jurys ; c'est l'opportunité pour intégrer aussi une approche pédagogique des dispositions du code des marchés publics.

■ A noter enfin une sollicitation encore trop rare, celle de l'École d'Architecture de Paris-Val de Seine pour sensibiliser les étudiants en fin de cursus à la maîtrise d'ouvrage ; on peut regretter que ce public demeure peu nombreux et peu motivé par ce thème important pour leur pratique professionnelle à venir.



Les organismes partenaires de la MIQCP dans l'organisation ou l'accueil de sessions de formation

■ En 2002, la MIQCP a collaboré avec de nombreux organismes dans le cadre de sa politique de formation

■ des organismes de formation : Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC), Ecole Centrale de Paris, Ecole Nationale des Techniciens de l'Équipement de Valenciennes (ENTE), Ecole Nationale de la Santé Publique, Ecoles d'architecture, Centres Interrégionaux de Formation Professionnelle (CIFP), le Moniteur, Institut d'Urbanisme de Paris (IUP), centres de Formation des Architectes d'Aquitaine, Agence Technique Départementale de Haute Garonne ;

■ des organismes professionnels : Ordres régionaux des Architectes, l'Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSA), Chambre des Ingénieurs Conseils de France (CICF), Architecture et Commande Publique (ACP) ;

■ des maîtres d'ouvrage : Club des chargés de patrimoine des Conseils généraux, Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, Association des Responsables Techniques de l'Immobilier de l'Enseignement Supérieur (ARTIES), Association Nationale de l'Ingénierie Hospitalière et Biomédicale, Agence Régionale d'Hospitalisation de Bourgogne, Société Immobilière de Guadeloupe, Direction des Musées de France, Conseil Général des Vosges, " Jonction 2000 ", DDE de Seine-Maritime et du Nord, Chambre des Métiers de Seine Saint-Denis, Agence pour la maîtrise d'ouvrage des travaux du ministère de la Justice.

■ divers autres organismes : DAPA, Cour des Comptes, conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne (AFTRP).



■ RECHERCHES ET EXPERIMENTATION

Depuis de nombreuses années, la MIQCP s'attache à anticiper les évolutions du contexte de la construction et de l'aménagement publics à travers le développement d'actions de recherche et d'expé-

érimentation. Celles-ci trouvent ensuite fréquemment des prolongements dans les orientations du propos de la MIQCP.

■ Enquête de notoriété de la MIQCP

A l'occasion des 25 ans de la MIQCP, une enquête de notoriété a été réalisée auprès de quelques deux-cent cellules Constructions Publiques des DDE et services techniques départementaux, cent CAUE et plus de quatre-cent ingénieurs.

Il en ressort que l'ensemble des DDE et CAUE connaît la MIQCP dont 70% environ grâce au réseau professionnel. Ses conseils ont été jugés utiles par tous.

Les grands thèmes que nos interlocuteurs souhaitent voir développer pour les actions à venir portent essentiellement sur le champ juridique mais aussi sur des domaines d'actualité pour lesquels les experts de la MIQCP sont particulièrement appréciés - espaces publics et HQE. Dans ces domaines, l'offre de formation leur donne satisfaction. D'autres modes d'accès à l'information sont mentionnés : 30% des interrogés ont recours dans leur activité aux brochures ou au conseil téléphoniques.

■ Évaluation de la pratique des marchés de définition simultanés

Cette étude, basée sur des enquêtes, a été confiée à l'EPPUR (« Evaluation, Pratiques, Projets et Paysages Urbains »-Institut d'Urbanisme de Paris-). Une première partie, après dépouillement des avis d'appel à concurrence, établit des statistiques sur les opérations où cette procédure est mise en œuvre de préférence (maîtres d'ouvrage, domaines, objets des marchés,...).

Une deuxième partie, à partir d'interviews personnalisés sur un panel d'opérations de nature différente, met en lumière les motivations de la maîtrise d'ouvrage, les sujets d'études, les compétences demandées ainsi que les apports de la procédure tels qu'ils sont ressentis par les maîtres d'ouvrage. L'enquête permet de tirer des enseignements sur le management politique et technique des opérations, sur l'appréhension souvent restrictive de la démarche programmatique, et soulignant ainsi la tentation d'inverser la logique de réflexion et de décision. Pour être fructueuse, cette procédure est à ce titre, sans doute plus exigeante encore que toute autre.

■ Le volet « France » sur l'enquête des pratiques de dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre en Europe

Le volet le plus récent de l'enquête conduite dans divers pays européens autour des questions concernant la dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre et les pratiques professionnelles de la commande publique a été conduit en France au printemps 2002, soit 6 mois après l'entrée en vigueur du nouveau code des marchés publics. Une vingtaine de maîtres d'ouvrage (Etat, conseils généraux et régionaux, DDE,...) et des prestataires de services répartis dans toute la France ont été interrogés.

Les lignes qui suivent sont l'expression fidèle des propos recueillis.

Il en ressort les points suivants :

■ Sur le code et les procédures à mettre en œuvre :

- Le code est trop lourd, il allonge les délais de passation des marchés ; s'y ajoutent ceux du contrôle financier.
- Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre sont absorbées par des tâches procédurales ; la crainte du « recours » est une préoccupation trop prégnante. En conséquence, le souhait de procédures simplifiées s'exprime fréquemment.





■ Sur le concours d'architecture :

- C'est une procédure coûteuse et lourde, surtout depuis l'instauration de l'anonymat.
- Mais elle reste, de loin, la plus adaptée au choix d'un maître d'œuvre et d'un projet (en neuf ou en réhabilitation) ; utilisée systématiquement, même en-dessous du seuil d'obligation, quel que soit le montant estimé du marché elle s'impose particulièrement « motivante ». Les études sont fournies au stade de l'esquisse, parfois de l'APS pour apprécier plus justement les estimations financières. Le montant des honoraires n'est pas, dans la grande majorité des cas, inscrit comme critère de jugement.
- L'enquête fait par ailleurs ressortir l'absence de candidatures étrangères en réponse aux appels à candidature européens.
- Une interrogation demeure quant à la procédure la mieux adaptée à la dévolution des études urbaines.

■ Sur l'anonymat :

Hormis le fait qu'il oblige à des analyses plus poussées des prestations remises, l'anonymat est unanimement rejeté pour diverses raisons :

- Il donne le pouvoir aux techniciens et ne favorise ni le choix d'une personne avec ses qualités propres, ni le renouvellement des prestataires.
- Il s'avère catastrophique pour les projets complexes.
- Il apparaît comme un « processus de spoliation » pour tous les acteurs (maître d'ouvrage, jury, concurrents,...).
- Il est aussi absurde qu'« illusoire » et l'interdiction du dialogue est dénuée de sens.

■ Sur les attentes des maîtres d'ouvrage auprès de la maîtrise d'œuvre :

Des regrets s'expriment :

- Les architectes ne savent ni présenter leur projet, ni se promouvoir.
- Les BET sont sortis affaiblis de la crise.
- La profession méconnaît le code des marchés publics et ne répond pas sur les « petites » affaires (d'où la nécessité de conserver une maîtrise d'œuvre intégrée).

Des remarques et des attentes :

- Seuls les architectes proposent une logique urbaine avec une vision à long terme.
- Le « projet » révèle la valeur du prestataire et sa capacité à mener un chantier.
- L'architecte doit savoir mobiliser les compétences, faire preuve d'adaptabilité, être un médiateur entre les acteurs.
- Le besoin d'un véritable mandataire et d'un véritable pilote s'affirme.

■ Sur la maîtrise d'ouvrage elle-même :

- Ne pas favoriser la confusion dans les métiers : architecte / maître d'ouvrage ; architecte / entreprise.
- La maîtrise d'ouvrage publique manque de profils d'encadrement supérieur.
- Trop souvent, elle recherche chez le maître d'œuvre une capacité à piloter l'opération.


Actions internationales

■ Participation au « workshop » de Herten (Allemagne)

L'élaboration des recommandations de la MIQCP s'est nourrie depuis son origine de la connaissance des pratiques de maîtrise d'ouvrage développées à l'étranger. Les directives européennes englobant désormais tous les aspects des politiques économiques des états membres de la Communauté, l'attention est portée constamment sur les adaptations propres à chaque pays. Leur connaissance permet d'apprécier le chemin à parcourir pour des pratiques homogènes en Europe.



Dans ce contexte, la MIQCP a été invitée à suivre le déroulement d'un « workshop » (« atelier de recherche ») sur un projet de requalification urbaine en Allemagne : une brochure provisoire de présentation et d'observations a été produite et diffusée à l'occasion des Rendez-vous de l'Architecture sur la commande en Europe.

■ « Information et édition », p. 23 : 
Rapport final de l'enquête sur la dévolution des marchés publics de maîtrise d'oeuvre dans neuf pays d'Europe (versions française et anglaise)

■ « Information et édition » p. 23 : 
Comprendre les pratiques européennes ;
suivi de l'expérience du workshop de Herten (Allemagne) - *Version provisoire*



■ INFORMATION ET ÉDITION

L'ensemble des publications (guides, brochures, fiches « Médiations », film, etc....) produites par la MIQCP est répertorié sur le site internet www.archi.fr/MIQCP. A l'exception des publications

parues aux Editions du Moniteur ou des Journaux Officiels, ces documents sont diffusés gratuitement par la MIQCP, et un certain nombre d'entre eux sont directement téléchargeables sur le site internet.

Publications 2002



■ La dévolution des marchés publics de maîtrise d'œuvre en Europe

(Allemagne-Belgique-Danemark-Espagne-Grande-Bretagne-France-Italie Pays-Bas-Portugal)
MIQCP-DAPA-Ecole d'Architecture de Paris-Val de Seine
(Centre de Recherche sur l'Habitat) - octobre 2002
(Disponible en version française et anglaise)



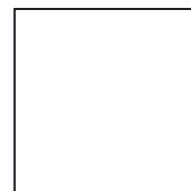
■ Fiche Médiations n°9

Après une année d'application du nouveau code des marchés publics, cette fiche de recommandations répond aux questions les plus couramment posées en matière de dévolution des services de maîtrise d'œuvre, complétant ainsi les fiches 6 à 8 précédemment établies.



■ Le dépliant anniversaire des 25 ans Les témoignages d'acteurs publics et privés

MIQCP - novembre 2002



■ Comprendre les pratiques européennes

suivi de l'expérience du workshop de Herten (Allemagne)
(version provisoire)
MIQCP - DAPA - novembre 2002



Publications en préparation



- **Le regard des architectes-consultants**
Libres contributions réunies à l'occasion des 25 ans
- **Organiser une consultation de maîtrise d'œuvre**
Réactualisation du guide (Éditions du Moniteur)
- **Architecture des constructions publiques et HQE**
Guide MIQCP



Publications de la MIQCP 1991 - 2001

Ouvrages diffusés par des éditeurs



■ **Intégrer la maintenance à la conception des bâtiments publics**

Éditions du Moniteur – Paris, 1991, 160 p., 50, 31 euros (330 F)



■ **Guide à l'intention des maîtres d'ouvrage publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre**

Journal Officiel - édition mise à jour en septembre 2002, 130 p., 5,80 euros (38 F) (en vente aux éditions du Journal Officiel - 26, rue Desaix - 75727 Paris cedex 15 - paru au Moniteur des Travaux Publics, cahier détachable, n° 4729 bis, 15 juillet 1994 - pp. 205-224)



■ **Intégrer la qualité environnementale dans les constructions publiques**

MIQCP – Paris, Association pour la Haute Qualité Environnementale des bâtiments, Plan Construction et Architecture, mai 1998 - 143 p., 22, 87 euros (150 F) (en vente au CSTB ; Vente des publications BP n°2 - 77421 Marne-la-Vallée Cedex 2)



■ **Programmation des constructions publiques**

Éditions du Moniteur – Paris, Juin 2001 (deuxième édition mise à jour après la publication du nouveau code des marchés publics), 156 p., 39 euros

■ **Organiser une consultation de maîtrise d'œuvre**

En cours de mise à jour en fonction du nouveau code des marchés publics

Ouvrages diffusés par la MIQCP

(gratuits et téléchargeables sur www.archi.fr/MIQCP)



■ **Constructions publiques, le prix des concours**

MIQCP – Paris, novembre 1996, 43 p.



■ **Infrastructures de transport : la maîtrise d'œuvre**

MIQCP – Paris, décembre 1998, 60 p.



■ **Les marchés de définition**

MIQCP – Paris, mars 1997, 55 p.



■ **La sélection des candidatures**

MIQCP – Paris, décembre 1998 (deuxième édition), 45 p.





■ La commande publique de maîtrise d'œuvre à travers la jurisprudence

MIQCP – Paris, janvier 2000, 51 p.



■ Les espaces publics urbains

MIQCP – Paris, novembre 2001, 172 p.



■ La qualité des constructions publiques

MIQCP – Paris, janvier 2000, 68 p. (traduit en anglais)



■ La méthode des marchés de définition simultanés

MIQCP – Paris, juin 2001, 84 p. (traduit en anglais)

■ Études (traduites en anglais)

- La dévolution des marchés publics de maîtrise d'œuvre en Europe (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni) École d'architecture de Paris-Val-de-Seine, juin 2001
- Les concours de maîtrise d'œuvre dans l'Union européenne École d'architecture de Paris-Val-de-Seine, décembre 1998

■ Esquisses

- 1 - dossier « Les marchés de définition » mai 1995, 20 p.
- 2 - dossier « La qualité architecturale : un enjeu d'actualité » novembre 1995, 24 p.
- 3 - dossier « La réhabilitation : mode d'emploi » octobre 1996, 24 p.

■ Médiations

8 fiches « questions-réponses »

- 1 - application de la loi MOP : engagement du maître d'œuvre et taux de tolérance
- 2 - application de la loi MOP : contenu de l'élément de mission projet, dossiers quantitatifs
- 3 - application de la loi MOP et concours de maîtrise d'œuvre
- 4 - champ d'application de la loi MOP
- 5 - opérations de réhabilitation
- 6 - nouvelles dispositions relatives aux concours après transposition de la directive service
- 7 - la maîtrise d'œuvre dans le nouveau code des marchés publics
- 8 - maîtrise d'œuvre : procédure négociée spécifique

■ Support audiovisuel

Le concours au service de la qualité architecturale

MIQCP - Paris, 1993 - 22 mn 15 s, vhs secam pour la version française mise à jour en 1999 ; vhs pal pour les versions anglaise et espagnole, ntsc pour les versions américaine, anglaise et espagnole. (existe en versions italienne et chinoise) - présenté à Washington le 7 décembre 1993.



Site internet



Outre la présentation des publications de la MIQCP et la possibilité d'en télécharger un grand nombre, le site internet propose aux visiteurs les calendriers des interventions des consultants dans les jurys et des experts dans les actions de formation. Par ailleurs, il a semblé utile de rendre accessible sur le site l'ensemble des textes réglementaires appropriés aux domaines concernés par ces actions. Enfin, le site diffuse également le guide-annuaire de l'Institut de Programmation en Architecture et Aménagement (I.P.A.A.). Le site est maintenu à jour à fréquences régulières pour tenir compte de l'actualité.



■ LES INTERVENTIONS DES EXPERTS DE LA MIQCP

■■■■■■■■■■ JANVIER

■ 11.01	PARIS - Direction de l' architecture et du Patrimoine - Loi MOP - concours	J. Cabanieu G. Lamour
■ 22.01 au 24.01	HERTEN - Participation à un workshop	S. Weil
■ 31.01	TOULOUSE - architectes jurés - C.R.O.A. de Midi - Pyrénées	J. Cabanieu P. Vetter
■ 31.01	AUXERRE - Agence Régionale de Bourgogne - Concours - Choix du maître d'œuvre	G. Lamour

■■■■■■■■■■ FEVRIER

■ 07.02	BORDEAUX - A.C.P. et Centre de Formation d'Aquitaine - Choix du maître d'œuvre	G. Lamour
■ 06.02 au 08.02	ROME - MILAN - DAPA - MIQCP - Etude sur la dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre en Italie	S.Weil
■ 15.02	PARIS - Ecole d'architecture de Paris Val de Seine - Marchés de définition	J.M. Galibourg
■ 18.02	PARIS - A.F.T.R.P.- Marchés de définition + Code des m.p	J.M. Galibourg A. Guervilly
■ 22.02	BESANCON - CROA + DRE + DRAC de Franche-Comté - L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu
■ 27.02 au 01.03	MADRID - BARCELONE - DAPA - MIQCP - Etude sur la dévolution des marchés de maîtrise d'œuvre en Espagne	S.Weil
■ 28.02	NARBONNE - CROA + DRE + DRAC du Languedoc-Roussillon - l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu

■■■■■■■■■■ MARS

■ 01.03	ROUEN - CROA + DRE + DRAC de Normandie - l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
■ 05.03 au 06.03	PARIS - Ecole des Ponts et Chaussées - Loi MOP - concours	J. Cabanieu G. Lamour
■ 08.03	GRENOBLE - C.A.U.E. de l'Isère - Haute Qualité Environnementale	J.M. Galibourg
■ 13.03	CHALONS EN CHAMPAGNE - CROA + DRE + DRAC de Champagne - Ardennes, l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
■ 14.03	RENNES - Ecole Nationale de la Santé Publique - Marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
■ 15.03	SCEAUX - C.A.U.E. des Hauts de Seine - Réforme du Code	A. Guervilly P. Vetter
■ 15.03	NANTES - CROA + DRE + DRAC des Pays de la Loire - L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
■ 21.03	NANCY - CROA + DRE + DRAC de Lorraine - l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
■ 22.03	PARIS - Club des chargés du Patrimoine - Code des marchés publics	J. Cabanieu G. Lamour
■ 26.03	VALENCIENNES - E.N.T.E.- Evaluation de la qualité des Espaces Publics	S.Weil
■ 26.03	PARIS - L'association Nationale de l'Ingénierie Hospitalière et Biomédicale - Marchés de définition + Code des marchés publics	J.M. Galibourg
■ 27.03	CLERMONT - FERRAND - CROA + DRE + DRAC d'Auvergne - l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu





■■■■■■■■■■ AVRIL

■ 04.04	MONT - DE - MARSAN - C.A.U.E. des Landes - Sensibilisation des élus + Haute qualité environnementale	J.M. Galibourg
■ 27.04	GRENOBLE - Ville de Grenoble - colloque sur la H.Q.E	J.M. Galibourg

■■■■■■■■■■ MAI

■ 13.05	PARIS - Agence pour la Maîtrise d'Ouvrage des Travaux du Ministère de la Justice Marchés de définition	J.Cabanieu J.M. Galibourg
■ 15.05	PARIS - Cour des Comptes - Passation de marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
■ 17.05	CRETEIL - Institut d'urbanisme de Paris - Maîtrise d'ouvrage dans les projets urbains - les consultations	S.Weil A.Guervilly
■ 20.05 au 22.05	FINLANDE (Helsinki) - Ministère finlandais de l'Education Nationale en charge de la politique architecturale - Forum des politiques architecturales en Europe sur le thème de la qualité	S.Weil
■ 23.05	PARIS - C.I.F.P. de Paris - Prise de poste des chargés d'opérations constructions publiques - Loi MOP titre I	J.Cabanieu
■ 22.05	PARIS - Direction des Musées de France-Marchés de définition	J.Cabanieu
■ 24.05	BORDEAUX - U.N.T.E.C. - 30ème Congrès National de l'UNTEC	J.Cabanieu
■ 24.05	PARIS - C.I.F.P. de Paris - Prise de poste des chargés d'opérations constructions publiques - Enjeux urbains sociaux des bâtiments publics sur un territoire	S. Weil
■ 28.05	EPINAL - Conseil Général des Vosges - Choix du maître d'œuvre	G. Lamour
■ 31.05	STRASBOURG - CROA + DRE + DRAC d'Alsace - l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu

■■■■■■■■■■ JUIN

■ 7.06	TOULOUSE - Ecole d'architecture de Toulouse + Conseil Régional Midi-Pyrénées Nouveau code des marchés publics	J.Cabanieu
■ 12.06	EPINAL - C.A.U.E. des Vosges - Sensibilisation des élus + Espaces publics	S. Weil
■ 14.06	PARIS - I.P.A.A. - Colloque sur les marchés de définition	MIQCP
■ 20.06	PARIS - C.I.F.P. de Paris-Prise de poste des chargés d'opérations constructions publiques - Passation des marchés de maîtrise d'œuvre	G. Lamour
■ 20.06	RENNES - CROA + DRE + DRAC de Bretagne - l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu
■ 22.06	CRETEIL - Institut d'urbanisme de Paris - Maîtrise d'ouvrage dans les projets urbains - les consultations	S.Weil A.Guervilly
■ 24.06	BOULOC- Agence Technique Départementale de Haute Garonne - Formation des Elus :loi MOP et code des marchés publics	J.Cabanieu
■ 28.06	MARQ EN BAROEUL -CROA + DRE + DRAC du Nord Pas de Calais L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu

■■■■■■■■■■ JUILLET

■ 01.07	LYON - CROA + DRE + DRAC de Rhône - Alpes - L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu
■ 02.07 et 03.07	PARIS - Le Moniteur-La maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu G. Lamour

■■■■■■■■■■ SEPTEMBRE

■ 10.09	NANTES - C.I.F.P. de Nantes - Prise de poste des chargés d'opérations constructions publiques - Enjeux urbains facteurs de qualité et loi MOP	S. Weil
■ 19.09	PARIS - Permanents des CAUE de France - l'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu



■ 17-18 et 19.09	MOLIETS -"JONCTION 2002"(réunion annuelle des clubs de C.P.) Loi MOP + maîtrise d'œuvre + code des marchés publics	A. Guervilly
■ 20.09	TROYES - CROA de Champagne Ardenne - Conférence débat sur les nouveaux moyens de communication sur les concours	J.Cabanieu
■ 23.09	AMIENS - CROA + DRE + DRAC de Picardie - L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu
■ 26.09	CHAMBERY - DRAC de Rhône-Alpes - Sensibilisation et débat avec les architectes membres de jury de maîtrise d'oeuvre	J.Cabanieu
■ 26.09	CHAMBERY - CROA + DRE + DRAC de Rhône-Alpes - L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu
■ 26.09	ROUEN - D.D.E. de Seine - Maritime. Service des Constructions Publiques + DIREN + DRAC - Paysages et constructions publiques (1 ^{ère} réunion)	S.Weil
■ 27.09	MONTPELLIER - C.I.C.F. (Chambre des Ingénieurs Conseils de France) L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	G. Lamour

■■■■■■■■■■ OCTOBRE

■ 01.10 au 2.10	LA REUNION - CROA + DRE + DRAC de la Réunion + CAUE de la Réunion L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
■ 08.10	VALENCIENNES - E.N.T.E. - Evaluation de la qualité des Espaces Publics	S.Weil
■ 08.10	NANTES - C.I.F.P. de Nantes - Prise de poste des chargés d'opérations constructions publiques - Consultation de maîtrise d'œuvre avec ou sans concours	G. Lamour
■ 15.10 et 16.10	PARIS - Ecole des Ponts et Chaussées - Organisation et déroulement des concours	J.Cabanieu G. Lamour
■ 17.10	PARIS - Club des chargés du Patrimoine des Départements et Régions Programmation des Equipements	S.Weil
■ 17.10 et 18.10	DIJON - U.N.S.F.A. - Congrès annuel de l'U.N.S.F.A.	J.Cabanieu J.M. Galibourg A. Guervilly
■ 24.10	PARIS - Ecole des Ponts et Chaussées - Marchés de définition	J.Cabanieu

■■■■■■■■■■ NOVEMBRE

■ 06.11	TOULOUSE - C.I.F.P. de Toulouse - Prise de poste des chargés d'opérations constructions publiques - consultation de maîtrise d'œuvre	A.Guervilly
■ 06.11	LYON - C.E.R.T.U.(Centre d'Etudes sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques) - Participation à la session des 48h du C.E.R.T.U.	S.Weil
■ 06 et 07.11	GRENOBLE - A.D.C.F.(Assemblée des Communautés de France) Participation à la convention nationale de l'A.D.C.F.	S.Weil
■ 08.11	VESOUL - CAUE de Haute-Saône - Sensibilisation des élus	J.Cabanieu
■ 07.11	PARIS - Permanents des CAUE de France - L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	G. Lamour A. Guervilly
■ 06 et 07.11	BORDEAUX - ARTIES - Maîtrise d'ouvrage confiée aux universités analyse juridique : réforme de dévolution des marchés	J.Cabanieu
■ 12.11	PARIS - C.I.F.P. de Paris (Club des constructions publiques) Marchés de maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu G. Lamour
■ 13. 11	PARIS - Ecole des Ponts et Chaussées - Organisation de la maîtrise d'ouvrage publique dans le cadre de la loi MOP	J.Cabanieu
■ 14.11	PARIS - Centre Economique et Culturel franco-chinois - Loi et réglementation concernant la qualité des constructions	J.Cabanieu
■ 14.11	PARIS - Ecole Centrale de Paris - Le point sur la mise en œuvre du nouveau code des marchés publics	J.Cabanieu





■ 21.11	ROUEN - D.D.E. de Seine-Maritime. Service des Constructions Publiques Paysages et constructions publiques	S.Weil
■ 21.11	MARNE-LA-VALLÉE - Ecole d'Architecture de Paris Val de Marne Marchés de définition+ code des marchés publics	J.M. Galibourg
■ 27.11	PARIS - M.I.Q.C.P. - "Les 25 ans de la MIQCP "	MIQCP
■ 27.11 et 28.11	D.A.P.A. - Rendez-vous de l'Architecture	J.Cabanieu S.Weil
■ 29.11	EVRY - CAUE d'Essonne - Conférence "Développement durable & Construction"	J.M. Galibourg
■ 29.11	CAEN - CROA + DRE + DRAC + CRIEC de Basse Normandie L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu
■■■■■■■■■■ DECEMBRE		
■ 2.12 et 3.12	PARIS - Le Moniteur - Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu G. Lamour
■ 5.12	ORLEANS - 5-déc-02-CAUE du Loiret + DRE + DRAC + CROA L'application du nouveau code des marchés publics à la maîtrise d'œuvre	J.Cabanieu
■ 9.12 et 10.12	BORDEAUX - Association H.Q.E. - 2èmes Assises de la démarche H.Q.E.	J.Cabanieu J.M. Galibourg
■ 9.12	VESOUL - CAUE de Haute-Saône - Sensibilisation des élus + Espaces publics	S.Weil
■ 13.12	BORDEAUX - Architecture et Commande Publique - Jurés de concours	G. Lamour
■ 16.12	BOBIGNY - Chambre des métiers de Seine Saint-Denis Sensibilisation des élus - loi MOP	G. Lamour
■ 17.12	LILLE - DDE 59 - sensibilisation des conducteurs d'opération et subdivisionnaires sur la démarche de projet en espaces publics	S. Weil



■ LES INTERVENTIONS DES ARCHITECTES-CONSULTANTS DE LA MIQCP (JURYS)

■■■■■■■■■■ JANVIER

■ 04.01	UZES - Travaux nouvel hôpital - Hôpital général Uzès	QUELDERIE
■ 08.01	NICE - Construction d'un radar primaire - DDE des Alpes Maritimes	DUBOR
■ 08.01	NANCY - Rénovation maison de retraite - SOLOREM	
■ 09.01	OYONNAX - Viabilisation du secteur "La Chalette" - Communauté de communes	
■ 15.01	LILLE - Construction d'une unité psychiatrique - DDE Lille	BOUCHEZ
■ 17.01	CASTELNAU-LE-LEZ - Reconstruction d'une maison de l'enfance Mairie de Castelnau-le-Lez	DUCHIER
■ 17.01	MELUN - Humanisation des services de soins - DDE Melun	DELORD
■ 22.01	BLOIS - Réhabilitation centre hospitalier - Centre hospitalier de Blois	VETTER
■ 22.01	SCEAUX - Restructuration de l'Hôtel de ville - Mairie de Sceaux	DUVAL
■ 24.01	AMBOISE - Restructuration du bloc opératoire - Centre hospitalier intercommunal	WARNANT
■ 24.01	STRASBOURG - Restructuration collège Camus - Conseil Général du Bas-Rhin	
■ 31.01	BORDEAUX - Réhabilitation Lycée Cassin (Bayonne) - Conseil Régional d'Aquitaine	BASSEZ
■ 31.01	BORDEAUX - Réhabilitation 2 Lycées - Conseil Régional d'Aquitaine	BASSEZ

■■■■■■■■■■ FEVRIER

■ 01.02	STRASBOURG - Construction scolaire et universitaire - ENSAIS	DUBOIS
■ 04.02	LILLE - Construction d'un bâtiment pour le CNED - Ministère de l'éducation nationale	BOUCHEZ
■ 07.02	LYON - Construction d'un commissariat de police - Ministère la la justice	VETTER
■ 07.02	BORDEAUX - Restructuration Lycée Toulouse Lautrec - Conseil Régional d'Aquitaine	BASSEZ
■ 08.02	LONS LE SAUNIER - Construction CSP (Champagnole) - Service départemental d'incendie	SPITZ
■ 11.02	NOGENT LE ROTROU - Construction de bâtiments SYVAL	GALIBOURG
■ 14.02	ST ETIENNE - Extension école d'architecture - DAPA/Ministère de la culture	DUCHIER
■ 15.02	MORDELLES - Restructuration + extension Hôtel de ville - Mairie de Mordelles	DUVAL
■ 18.02	STRASBOURG - Restructuration collège Poincaré de Saverne - Conseil Général du Bas-Rhin	DANIEL
■ 18.02	PARIS - Aménagement du centre européen - DRAC Ile-de-France	DUBOIS
■ 25.02	CHARTRES - Requalification urbaine des boulevards - Ville de Chartres	WEIL
■ 26.02	AUXERRE - Construction d'un centre de gériatrie - DDE Yonne	DUMETIER
■ 26.02	RENNES - Construction de l'hôtel du département - Conseil Général d'Ille-et-Vilaine	DOTTELONDE
■ 26.02	ECHIROLLES - Construction du nouvel Hôtel de ville - Mairie d'Echirolles	WARNANT
■ 27.02	NANTES - Construction résidence personnes âgées - DDE Loire-Atlantique	LOUPIAC-ROUX
■ 27.02	NICE - Aéroport - Chambre de commerce Nice Côte d'Azur	YEDID
■ 28.02	NOVES - Humanisation maison de retraite - SCIC Développement	DREVET

■■■■■■■■■■ MARS

■ 04.03	FIGEAC - Construction médiathèque - Communauté de communes	SAILLOL
■ 04.03	ARGENTEUIL - Construction d'un bâtiment relais d'accueil - G3A	REMON
■ 04.03	VILLEURBANNE - Construction institut multidisciplinaire - INSA Lyon	REICHARDT
■ 05.03	ARNAY-le-DUC - Restructuration des services - Hôpital d'Arnay-le-Duc	BOUGEARD
■ 06.03	BELFORT - Projet urbain/architecture routière - Préfecture de Belfort	SPITZ
■ 07.03	TOURS - Base aérienne 705 de Tours - DDE Indre-et-Loire	YEDID
■ 07.03	STRASBOURG - Construction d'un centre médico-social - Conseil Général du Bas-Rhin	VETTER
■ 08.03	ARGENTEUIL - Réalisation d'un commissariat à Houilles - Rives de Seine Développement	GAUTRAND
■ 11.03	TOURNUS - Construction d'un bâtiment - DDE Saône-et-Loire	DREVET
■ 12.03	ABBEVILLE - Construction d'un institut de formation - Centre hospitalier d'Abbeville	COLOMBIER
■ 12.03	MELUN - Construction d'un commissariat de police - SESM de Melun	DUVAL





■ 12.03	ST RAPHAEL - Construcion d'une salle de sport - Communauté d'agglomération	VIRGILI
■ 15.03	BORDEAUX - Nouvel hôtel des services du départ. - Conseil Général de Gironde	BOUGEARD
■ 15.03	CLICHY - Aménagement de locaux - Mairie de Clichy-la-Garenne	YEDID
■ 19.03	SALBRIS - Extension d'une maison de retraite - Maison de retraite de Salbris	IMHOLZ
■ 19.03	LA ROCHELLE - Construction d'un bâtiment DDE - DDE Charente-Maritime	BUTLER
■ 18.03	STRASBOURG - Restructuration+extension du collège Soufflel - Conseil Général du Bas-Rhin	DUBOIS
■ 20.03	BOIS D'ARCY - Construction d'un pôle culturel - Mairie de Bois d'Arcy	BOUGEARD
■ 21.03	HYERES - Réaménagement et extension Hôtel de Ville - Ville d'Hyères	DUBOR
■ 21.03	CHAMPIGNY SUR MAR - Construction d'un groupe scolaire Mairie de Champigny-sur-Marne	BOUCHEZ
■ 27.03	LA ROCHE BERNARD - Restructuration et extension de l'hôpital Hôpital local Valentin vignard	WARNANT
■ 27.03	SURESNES - Construction d'une crèche/Chênes - Mairie de Suresnes	REMON
■ 28.03	DOLE - Réalisation d'un équipement polyvalent - Mairie de Dole	GUYARD
■ 28.03	VERSAILLES - Réhabilitation d'un pôle sportif - SCIC Développement	VETTER
■ 28.03	PARIS - Réhabilitation du bâtiment Championnet - Université Paris-Sorbonne	BARANI
■ 28.03	SEGRE - Reconstruction de la résidence "Le parc" Maison de retraite intercommunale	BERMOND- PORCHON
■ 29.03	CHEZAL BENOIT - Construction d'une unité de soins - Centre hospitalier spécialisé	
■ 29.03	LILLE - Reconstruction du lycée Léo Lagrange - Région Nord-Pas-de Calais	
■ 29.03	CANNES - Construction d'un bassin olympique - Mairie de Cannes	VIRGILI
■■■■■■■■■■■ AVRIL		
■ 04.04	ST APOLLINAIRE - Construction de 2 bâtiments - Autoroutes Paris-Rhin-Rhône	REMON
■ 05.04	PARIS 15ème - ZAC Didot - SEMEA 15ème	PETIT
■ 05.04	MAZAN - Construction d'un groupe scolaire - Mairie de Mazan	DELORD
■ 10.04	SURESNES - Construction d'une école primaire - Mairie de Suresnes	RICCIOTTI
■ 11.04	VILLEURBANNE - Conception de la médiathèque INSA - INSA Lyon	WARNANT
■ 11.04	PARIS - Rénovation du restaurant administratif - Ministère de l'emploi et de la solidarité	GAUTRAND
■ 11.04	PARIS - Reconstruction du centre clignancourt - Ministère de l'éducation nationale	LOUPIAC-ROUX
■ 16.04	TALENCE - Nouvelles stérilisations/aménagement - CHU de Bordeaux	BOUCHEZ
■ 16.04	TARASCON - Construction du nouvel établissement - Centre Hospitaler de Tarascon	HELLIN
■ 17.04	BORDEAUX - Construction de 60 lits - soins de suite - SCIC Développement	WARNANT
■ 22.04	ASNIERES-SUR-SEINE - Reconstruction du bâtiment Aulagnier - DDE 92	VETTER
■ 23.04	LE HAVRE - Construction d'un restaurant universitaire - DDE Le HAVRE	DUVAL
■ 23.04	CHAMBERY - La Ravoire : projet urbain et paysager - DDE Savoie	SPITZ
■ 24.04	AVIGNON - Construction de l'institut universitaire - Ministère Education nationale	WARNANT
■ 25.04	STRASBOURG - Rénovation des écoles él. Guynemer - Communauté Urbaine	DUBOIS
■ 26.04	AIX LES BAINS - Gare intermodale - DDE de Savoie	BARBIER
■ 30.04	MONTEREAU - Humanisation des services de soins - Centre Hospitalier de Montereau	DELORD
■■■■■■■■■■■ MAI		
■ 03.05	LE CHESNAY - Construction d'un pôle sportif - SGAP de Versailles	VETTER
■ 06.05	DOUE LA FONTAINE - Construction d'un centre aquatique - Communauté de communes	
■ 06.05	BONNETABLE - Construction d'une école maternelle - Mairie de Bonnetable	BROUT
■ 07.05	PLOURIVO - Construction d'un complexe de 2 gymnases Communauté de communes de Paimpol	
■ 14.05	PARIS - Restructuration et extension de la maternité Assistance publique (hôpitaux de Paris)	COLOMBIER
■ 14.05	PLOMBIERES LES BAINS - Rénovation de la maison de retraite Solorem	WARNANT
■ 15.05	TOULON - Construction d'un gymnase à Aups - Conseil Général du Var	VIRGILI



■ 16.05	ST RAPHAEL - Construction d'une salle de sport Communauté d'agglomération de Fréjus	VIRGILI
■ 21.05	CHATEAURENARD - Construction d'une maison des associations Mairie de Chateaurenard de provence	QUELDERIE
■ 23.05	GRENOBLE - Projet d'un pôle de recherche (MINATEC) - Conseil Général de l'Isère	REMON
■ 24.05	DECAZEVILLE - Construction de la maison commune - Communauté de commune	WARNANT
■ 28.05	MORDELLES - Restructuration et extension de l'Hôtel de ville - Ville de Mordelles	TRIBEL
■ 29.05	LE MANS - Construction d'un espace culturel - Ville du Mans	DUCHIER
■ 29.05	ROUEN - Restr. et ext. du domaine universitaire - DDE 76	DESMOULIN
■ 31.05	UZES - Construction d'un nouveau bâtiment - Hôpital général Uzès	QUELDERIE
■ 31.05	ANNECY - MAPAD de Poisy - Communauté de l'agglomération	DANIEL
■■■■■■■■■■■ JUIN		
■ 04.06	METZ - Technopôle de Metz (centre de recherche) - Mairie de Metz	VETTER
■ 04.06	STRASBOURG - Extension de l'hôtel de ville + restructuration - Conseil Général du Bas-Rhin	DUBOIS
■ 05.06	LA COURONNE - Construction d'un hôpital de jour pour enf. Centre hospitalier Camille Claudel	WARNANT
■ 06.06	STRASBOURG - Mise en sécurité de 26 écoles - Communauté urbaine de Strasbourg	YEDID
■ 07.06	POITIERS - Restructuration de la crèche halte-garderie - Mairie de Poitiers	
■ 10.06	PERRIGNIER - Réalisation maison intercommunale Syndicat intercom. du pays de la côte	DUMETIER
■ 10.06	FONTAINEBLEAU - Centre européen de musique de chambre - Ministère de la culture	DUBOIS
■ 12.06	MARSEILLE - Nouvel hôtel de police d'Avignon - SGAP de Marseille	DELORD
■ 11.06	GRASSE - Restructuration du musée de la parfumerie - Mairie de Grasse	IMHOLZ-LEVREY
■ 13.06	PARIS - Projet pôle multimodal de Noisy-le-Grand - RATP	DUBOR
■ 18.06	ROUBAIX - Implantation du CNFE PJJ - Mairie de Roubaix	BASSEZ
■ 18.06	EVREUX - Valorisation du site de Château Gaillard - EAD Marché Def	GALIBOURG
■ 19.06	CONFOLENS - Construction d'une école primaire - Mairie de Confolens	BERMOND- PORCHON
■ 19.06	LES ULIS - Requalification des espaces extérieurs - Mairie des Ulis	GUERVILLY
■ 20.06	LES ULIS - Requalification du centre ville des Ulis - Mairie des Ulis	GALIBOURG
■ 20.06	BORDEAUX - Restructuration de 2 lycées - Conseil Régional d'Aquitaine	BASSEZ
■ 20.06	CARCASSONNE - Réalisation du musée des mines - Conseil général de l'Aude	DESMOULIN
■ 20.06	ST BRIEUC - Restructuration de locaux - Conseil Général des Côtes d'Armor	
■ 21.06	BELFORT - Beaucourt go - DDE de Belfort - Marché Def	SPITZ
■ 21.06	ANGOULEME - Construction d'un bâtiment neuf - CCI d'Angoulême	TRIBEL
■ 24.06	CLERMONT-FERRAND - Extension et restructuration du stade Montpied - Mairie de Clermont-Ferrand	IMHOLZ-LEVREY
■ 24.06	BREST - Aménagement de l'aéroport de Brest - Chambre de commerce et d'industrie	GUERVILLY
■ 24.06	LE CHESNAY - Commissariat de Houilles - SGAP de Versailles	VETTER
■ 25.06	VIROFLAY - création d'équipements publics culturels - Mairie de Viroflay	VETTER
■ 26.06	CHOMERAC - Extension de la maison de retraite - Maison de retraite de Chomérac	
■ 27.06	EVREUX - Construction du centre d'incendie - EAD	GALIBOURG
■ 27.06	ABBEVILLE - Construction d'un IFSI - Centre hospitalier d'Abbeville	VETTER
■ 27.06	NANCY - Aménagement de la nouvelle délégation - CNRS Nord-Est à Nancy	BOUCHEZ
■■■■■■■■■■■ JUILLET		
■ 02.07	ROUEN - Restructuration d'une maison de retraite - SCIC Développement	DUVAL
■ 03.07	ECHIROLLES - Construction du nouvel hôtel de ville - Mairie d'Echirolles	WARNANT
■ 04.07	PARAY-LE-MONIAL - Réhabilitation du musée du Hiéron - Mairie de Paray-le-Monial	BOUCHEZ





■ 04.07	DOLE - Réalisation d'un équipement polyvalent - Ville de Dole	GUYARD
■ 05.07	ALTEN-DES-PALUDS - Création école maternelle - Mairie d'Alten-des-Paluds	KOCK
■ 08.07	CARCASSONE - Construction du musée des mines - Conseil Général de l'Aude	
■ 09.07	TULLE - Construction d'une blanchisserie interhospitalière Syndicat interhospitalier Brive/Tulle	
■ 10.07	TARASCON - Construction du nouvel établissement - Centre Hospitalier de Tarascon	HELLIN
■ 11.07	PARIS 15 ^{ème} - ZAC Didot - logements étudiants SEMEA 15	PETIT
■ 11.07	DREUX - Conception d'un parc de stationnement - Mairie de Dreux	BOUGEARD
■ 12.07	BUXEROLLES - Construction du centre socioculturel - Mairie de Buxerolles	
■ 15.07	BORDEAUX - Construction du Célia - Conseil Régional d'Aquitaine	
■ 17.07	VANVES - Réfection des toitures du CIEP - Sèvres DDE 92	
■ 18.07	RENNES - Extension immobilière - IRISA	BROUT
■ 18.07	MEULAN - Réhabilitation piscine intercommunale - SIERGEP	
■ 22.07	POITIERS - Renouveau urbain (quartier Piquetterie) - OPAC	
■ 26.07	ST RAPHAEL - Epsilon 2 Communauté d'aggl. de Fréjus proc.sp.nég.	VIRGILI
■■■■■■■■■■ AOUT		
■ 01.08	STRASBOURG - Aménagement du quartier du point d'eau Communauté urbaine de Strasbourg	VETTER
■ 07.08	TOULON - Construction d'un gymnase à Draguignan - Conseil Général du Var	VIRGILI
■ 09.08	CANNES - Base nautique du Moure Rouge - Ville de Cannes	WARNANT
■ 13.08	CANNES - Construction d'un centre multi accueil - Ville de Cannes	VIRGILI
■ 26.08	STRASBOURG - Réaménagement de la place Kléber - Centre administratif de Strasbourg	DESMOULIN
■■■■■■■■■■ SEPTEMBRE		
■ 03.09	CANNES - Palais des sports - Ville de Cannes	BOUCHEZ
■ 03.09	DOUE LA FONTAINE - Construction d'un centre aquatique Communauté des communes	IMHOLZ
■ 04.09	FAUVILLE EN CAUX - Restructuration de 100 lits - SCIC Développement	DUVAL
■ 05.09	LILLE - Réhabilitation de l'école élémentaire - DDE Nord	WARNANT
■ 10.09	PARIS - Nouveaux bâtiments Hôpital Assistance publique Paris	DOTTELONDE
■ 11.09	LA COURONNE - Réaménagement unité Mikado - Centre hospitalier Camille Claudel	TRIBEL
■ 11.09	MONISTROL D'ALLIER - Aménagement du bourg - Commune de Monistrol	IMHOLZ
■ 11.09	SURESNES - Reconstruction de la crèche des chênes - Ville de Suresnes	REMON
■ 12.09	BUXEROLLES - Construction centre socioculturel - Mairie de Buxerolles	WEILL
■ 13.09	SAINT-BRIEUC - Restructuration et extension d'un collège Conseil Général des Côtes d'Armor	VETTER
■ 16.09	FIGEAC - Aménagement d'une pépinière d'entreprises Communauté de communes	SAILLOL
■ 17.09	PLAISIR GRIGNON - Restructuration hôpital - Hôpital Plaisir - Grignon	
■ 19.09	CHAUMES EN BRIE - Restructuration maison de retraite - DDE 77	
■ 19.09	FRANQUEVILLE ST - Construction de l'Hôtel de ville - Mairie de Franqueville St Pierre	GALLIBOURG
■ 19.09	SEGRE - Reconstruction de la résidence le Parc - Maison de retraite intercommunale	BERMOND- PORCHON
■ 21.09	CHARTRES - Requalification urbaine "René Doury" - Mairie de Chartres	GUYARD
■ 25.09	ROUEN - Réhabilitation de la tribune d'honneur - Mairie de Rouen	DUVAL
■ 25.09	LA ROCHE BERNARD - Restructuration de l'hôpital local - Hôpital local "Valentin Vignard"	WARNANT
■ 26.09	PARIS - Restructuration école d'architecture - DRAC Nantes	TRIBEL
■■■■■■■■■■ OCTOBRE		
■ 04.10	AIX-EN-PROVENCE - Construction salle de spectacles Sextius Communauté du Pays d'Aix-en-Provence	YEDID

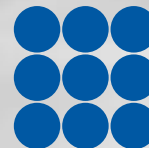


■ 08.10	PERRIGNIER - Aménagement du centre bourg - Syndicat intercommunal du pays	GUYARD
■ 10.10	DREUX - Construction d'un pôle culturel - Mairie de Dreux	BERMOND-PORCHON
■ 10.10	LYON - Réhabilitation de bâtiments - ONAC	DUBOR
■ 10.10	PARIS - Réalisation d'un pôle médico-chirurgical - Assistance des hôpitaux de Paris	GALIBOURG
■ 14.10	PARIS - Réhabilitation d'un établissement accueil - UGECAM Ile de France	GALIBOURG
■ 15.10	PARIS - Construction d'un pôle agriculture - INRA	HELLIN
■ 17.10	FONTENAY-AUX-ROSE - Construction d'une cuisine centrale Hôtel de ville de Fontenay-aux-Roses	DELORD
■ 17.10	STRASBOURG - Reconstruction du collège Waltz - Conseil Général du Bas-Rhin	DUBOIS
■ 17.10	ARMENTIERES - Construction d'un établissement de psychiatrie - EPSM Lille Métropole	KOCK
■ 18.10	PARIS - Grands projets immobiliers Hôpitaux de Paris (assistance publ.)	GALIBOURG
■ 22.10	PARIS - Création d'un service grands brûlés - Assistance des hôpitaux de Paris	BOUCHEZ
■ 22.10	METZ - Technopôle de Metz (centre de recherche) - CIRAM	VETTER
■ 22.10	STRASBOURG - Construction d'une maison interunivers. - DDE Bas-Rhin	DUBOIS
■ 30.10	ST ETIENNE EN DEVOLUY - Maison d'accueil - Mairie de St Etienne en Dévoluy	WARNANT
■ 30.10	STRASBOURG - Construction d'un bloc technique - DDE Bas-Rhin	DUBOIS
■■■■■■■■■■ NOVEMBRE		
■ 05.11	VIROFLAY - Construction bibliothèque-médiathèque - Hôtel de ville de Viroflay	VETTER
■ 07.11	AIX-EN-PROVENCE - Construction salle de spectacles - Communauté du pays d'Aix	YEDID
■ 07.11	TOULON - Construction d'un gymnase (Draguignan) - Conseil Général du Var	VIRGILI
■ 08.11	CANNES - Construction d'un centre multi accueil - Ville de Cannes	VIRGILI
■ 13.11	CANNES - Construction base nautique - Ville de Cannes	WARNANT
■ 14.11	STRASBOURG - Réaménagement musée historique Communauté urbaine de Strasbourg	REICHARDT
■ 15.11	MONTPELLIER - Construction d'un laboratoire - INSERM	DUCHIER
■ 15.11	PARIS - Réalisation du nouvel établ. Pénitentiaire - Ministère de la Justice	CABANIEU
■ 19.11	ROUEN - Restructuration d'une maison de retraite - DDE de Seine-Maritime	
■ 19.11	METZ - ZAC du quartier de l'amphithéâtre - SAREM	VETTER
■ 22.11	ROUEN - Construction d'un restaurant universitaire - Crous Haute-Normandie	DUVAL
■ 27.11	STRASBOURG - Réaménagement de la Place Kléber - Centre Administratif	
■ 28.11	ASNIERES-SUR-SEINE - Reconstruction du bâtiment Aulagnier - Fondation Aulagnier	VETTER
■ 29.11	BORDEAUX - Réaménagement CHU Bordeaux - SCIC Développement (Nantes)	SPITZ
■■■■■■■■■■ DECEMBRE		
■ 02.12	MONTPELLIER - Mise en sécurité (CRAM) - CRAM du Languedoc-Roussillon	WARNANT
■ 02.12	LE CHESNAY - Ecole nationale de Police - SGAD (Versailles)	VETTER
■ 03.12	ORLEANS - Construction de 2 départements de l'IUT - Rectorat d'Orléans-Tours	
■ 06.12	CLAMART - Construction d'une école maternelle - CDCités	VAN DE WYNGAERT
■ 05.12	ST ETIENNE - Construction du centre microélectronique Ecole des mines de St Etienne	DUBOIS
■ 10.12	MACON - Restructuration de l'hôpital de Chalon - DDE de Saône-et-Loire	DANIEL
■ 10.12	BESANCON - Opération Pecllet-d'Orival - SEDD	REICHARDT
■ 10.12	LILLE - Extension du musée d'art moderne - Lille Métropole	SAUNIER
■ 13.12	UPIE - Création d'un groupe scolaire et d'une cantine - DDE Drôme (Valence)	WARNANT
■ 16.12	BESANCON - Réalisation TGV Rhin-Rhône - RFF France	DESMOULIN
■ 18.12	ST ROMAIN DE COLB - Restructuration de l'hôpital local - DDE Le Havre	VAN DE WYNGAERT
■ 18.12	PARIS - Construction d'une salle de conférence - SEDIF	HELLIN
■ 20.12	BORDEAUX - Restructuration du lycée René Cassin - Conseil Régional d'Aquitaine	BASSEZ



LA MIQCP





UNE ÉQUIPE À VOTRE ÉCOUTE



François KOSCIUSKO-MORIZET
Président
Maire de Sèvres (92)
Ingénieur général
des Ponts et Chaussées
01 40 81 23 30
(à compter du 13 mars 2003)



Jacques CABANIEU
Secrétaire général
Ingénieur général
des Ponts et Chaussées
01 40 81 23 32
Jacques.Cabanieu@equipement.gouv.fr



Jean-Marie GALIBOURG
Secrétaire général adjoint
Architecte urbaniste en chef
de l'État
01 40 81 23 34
Jean-Marie.Galibourg@equipement.gouv.fr



Sylvie WEIL
Chargée de mission
auprès du secrétaire général
Architecte urbaniste en chef de l'État
01 40 81 23 72
Sylvie.Weil@equipement.gouv.fr



Gérard LAMOUR
Conseil aux maîtres d'ouvrage
Ingénieur des T.P.E.
01 40 81 23 43
Gerard.Lamour@equipement.gouv.fr



Anaïs GUERVILLY
Conseil et études juridiques
01 40 81 23 33
Anaïs.Guervilly@i-carre.net



Sylvette FARGETTE
Chargée de formation
Attachée d'administration
01 40 81 23 56
Sylvie.Fargette@equipement.gouv.fr



Christine LENCO
Chargée de la communication
et du personnel
Agent contractuel de classe exceptionnelle
01 40 81 23 41
Christine.Lenco@equipement.gouv.fr



Rosa ASSELIN
Recherche de consultants
pour les jurys et gestion
du budget
01 40 81 23 36
Rosa.Asselin@equipement.gouv.fr



Isabelle PIERRE
Secrétariat
01 40 81 23 30 ou 23 51
Isabelle.Pierre@equipement.gouv.fr



Marie-José DONGAR
Secrétariat
01 40 81 23 40 ou 23 75
Marie-Josée.Dongar@equipement.gouv.fr



Colette GREGOIRE
Documentation
01 40 81 23 53
(jusqu'au 7 octobre 2002)





*mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques*

Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques
Arche Sud - 92055 La Défense cedex - Tél. : 01 40 81 23 30 - Fax : 01 40 81 23 78
www.archi.fr/MIQCP